

Introduction

Les différentes cérémonies et manifestations mémorielles ou scientifiques organisées en 2020 à l'occasion du 150^e anniversaire du 4 septembre 1870, si elles n'ont pas déchainé les passions du grand public, ont néanmoins montré que le régime tertio-républicain reste, par de nombreux aspects, une référence majeure de l'histoire politique de la France. Malgré son effacement progressif de la mémoire collective, la III^e République demeure ainsi, aujourd'hui encore, un objet historique d'actualité et les études consacrées à ce régime et à la vie politique française au XIX^e siècle ont, depuis les années 1990 notamment, connu de nombreux et profonds renouvellements, qu'il s'agisse du personnel parlementaire¹, des pratiques politiques des élus et de leur professionnalisation², des festivités³, des symboles⁴, des monuments⁵, de la politisation des campagnes⁶, des partis⁷ ou des élections et pratiques électorales⁸. En 2013, un ouvrage collectif encourageait à voir la III^e République, non comme un modèle à suivre ou à contourner, mais comme un « moment d'histoire à penser », au-delà des caricatures, positives ou négatives, qui encombrant la mémoire de ce régime⁹.

1. MAYEUR Jean-Marie, CHALINE Jean-Pierre et CORBIN Alain (dir.), *Les Parlementaires de la Troisième République*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003 ; JOANA Jean, *Pratiques politiques des députés français au XIX^e siècle. Du dilettante au spécialiste*, Paris, L'Harmattan, 1999.
2. PHÉLIPPEAU Éric, *L'invention de l'homme politique moderne. Mackau, l'Orne et la République*, Paris, Belin, 2002 ; OFFERLÉ Michel (dir.), *La profession politique, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Belin, 1999.
3. IHL Olivier, *La fête républicaine*, Paris, Gallimard, 1996 ; CORBIN Alain, GÉRÔME Noëlle et TARTAKOWSKY Danielle (dir.), *Les usages politiques des fêtes aux XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994.
4. RICHARD Bernard, *Les emblèmes de la République*, Paris, CNRS Éditions, 2012 ; AGULHON Maurice, *Marianne au pouvoir. L'imagerie et la symbolique républicaine de 1880 à 1914*, Paris, Flammarion, 1989.
5. LALOUETTE Jacqueline, *Un peuple de statues. La célébration sculptée des grands hommes (1801-2018)*, Paris, Mare & Martin, 2018.
6. VIGREUX Jean, « Les campagnes françaises et la politique, 1830-1914 », *Parlement(s)*, n° 5, 2006, p. 54-72 ; LAGROYE Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003 ; ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME, *La politisation des campagnes au XIX^e siècle. France, Italie, Espagne, Portugal*, Rome, École française de Rome, 2000.
7. HUARD Raymond, *La naissance du parti politique en France*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996 ; SAWICKI Frédéric, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997 ; OFFERLÉ Michel, *Les partis politiques*, Paris, Presses universitaires de France, 2018 ; FRETET Julien et LEFEBVRE Rémi, « La faiblesse des partis politiques français : retour sur un lieu commun historiographique », in Michel OFFERLÉ et Henry ROUSSE (dir.), *La fabrique interdisciplinaire. Histoire et science politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 149-177.
8. OFFERLÉ Michel, « L'appel aux urnes. Comment les hommes français sont devenus des électeurs », *Savoir/Agir*, n° 31, 2015/1, p. 11-16 ; OFFERLÉ Michel, « De l'histoire électorale à la socio-histoire des électeurs », *Romantisme*, n° 135, 2007/1, p. 61-69 ; OFFERLÉ Michel, « Capacités politiques et politisations : faire voter et voter, XIX^e-XX^e siècles (1) », *Genèses*, n° 67, 2007/2, p. 131-149 ; OFFERLÉ Michel, « Capacités politiques et politisations : faire voter et voter, XIX^e-XX^e siècles (2) », *Genèses*, n° 68, 2007/3, p. 145-160 ; GARRIGOU Alain, *Histoire sociale du suffrage universel en France, 1848-2000*, Paris, Seuil, 2002.
9. FONTAINE Marion, MONIER Frédéric et PROCHASSON Christophe (dir.), *Une contre-histoire de la III^e République*, Paris, La Découverte, 2013. Cf. également DUCANGE Jean-Numa, LARCHER Silyane et SAWYER Stephen W., « La République multiple. Une histoire transnationale et globale », in Quentin DELVERMOZ (dir.), *D'ici et d'ailleurs. Histories globales de la France contemporaine*, Paris, La Découverte, 2021, p. 247-284.

Les républicains modérés ont, également, bénéficié de nouveaux travaux historiques, avec les thèses de Jean Garrigues et de Jérôme Grévy ou les actes de colloques publiés sous la direction de Pierre Guillaume et de François Roth¹⁰. Toutes ces études ont souligné le rôle fondamental des partis modérés dans la fondation puis dans le fonctionnement de la III^e République¹¹. Cependant, hormis la thèse de Mathias Bernard consacrée aux modérés du Rhône de 1871 à 1940¹² et celle de Walter Badier sur Alexandre Ribot¹³, peu de travaux se sont intéressés au fonctionnement concret, « au ras du sol », de la République modérée, libérale, attachée aux idées de 1789 et hostile à la gauche radicale comme à la droite autoritaire ou réactionnaire. C'est à combler, en partie, cette lacune, que vise notre étude.

Créées en 1860, les Alpes-Maritimes sont nées de la fusion du comté de Nice, cédé à la France par le royaume de Piémont-Sardaigne à la suite des accords de Plombières, et de l'arrondissement de Grasse, détaché du département du Var dans le but de faciliter la francisation de la partie « italienne » du département. En raison d'un certain localisme, le comté niçois a été souvent considéré comme étant un espace peu politisé¹⁴. Cette idée, qui se trouve à l'origine dans plusieurs rapports administratifs des années 1860-1900, dans lesquels les représentants de l'État se plaignent de l'« indifférence » des populations locales vis-à-vis de la politique nationale, surtout dans le comté niçois, a été reprise ensuite par de nombreux auteurs et plusieurs historiens. L'affirmation reflète surtout les préjugés pesant alors sur les populations méridionales et sur les couches populaires, notamment rurales¹⁵. Si le niveau d'abstention est en effet plus élevé que la moyenne nationale, cela ne signifie en aucun cas que la population du département n'a aucune sensibilité politique autre que locale.

Les Alpes-Maritimes constituent en effet, depuis au moins les années 1848, un espace politique profondément modéré et libéral. De 1848 à 1860, la majorité des députés du comté de Nice à la Chambre de Turin appartiennent à cette tendance, ainsi que la plupart des élus de 1860 à 1879¹⁶. À la fin du Second Empire, les Alpes-Maritimes sont le seul département méditerranéen, à l'exception de la Corse, où les candidats officiels ou « agréables » à l'administration obtiennent de bons résultats, mais il s'agit de bonapartistes modérés, plus libéraux qu'autoritaires. Dans les années 1870, alors que tous les départements méditerranéens se montrent radicaux, les Alpes-Maritimes sont le seul à choisir le centre-gauche. Dans les années 1880, enfin, il est celui où les opportunistes obtiennent leurs meilleurs résultats, suivis par les progressistes en 1890¹⁷.

10. GARRIGUES Jean, *La République des hommes d'affaires, 1870-1900*, Paris, Aubier, 1997 ; GRÉVY Jérôme, *La République des opportunistes, 1870-1885*, Paris, Perrin, 1998 ; ROTH François (dir.), *Les modérés dans la vie politique française (1870-1965)*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 562 p, 2003 ; GUILLAUME Sylvie (dir.), *Le centrisme en France aux XIX^e et XX^e siècles. Un échec?*, Pessac, Éditions de la Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 2005.

11. ROTH François, « Introduction », in François ROTH (dir.), *Les modérés dans la vie politique française, op. cit.*, p. 5.

12. BERNARD Mathias, *La dérive des modérés. La Fédération républicaine du Rhône sous la Troisième République*, Paris, L'Harmattan, 1998.

13. BADIER Walter, *Alexandre Ribot et la République modérée. Formation et ascension d'un homme politique libéral (1858-1895)*, Institut universitaire Varenne, 2016.

14. BASSO Jacques, *La tradition politique localiste dans les Alpes-Maritimes, 1860-1968*, Bordeaux, Institut d'études politiques de Bordeaux, Centre d'étude et de recherche sur la vie locale, 1971.

15. GABORIAUX Chloé, *La République en quête de citoyens. Les républicains français face au bonapartisme rural, 1848-1880*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010 ; LE NAOUR Jean-Yves, *Désunion nationale. La légende noire des soldats du Midi*, Paris, Vendémiaire, 2011 ; LIENS Georges, « Le stéréotype du Méridional vu par les Français du Nord de 1815 à 1914 », *Provence historique*, fascicule 110, 1977, p. 413-431.

16. RIBERI Mario, *Les députés du pays niçois à la Chambre subalpine de Turin, 1814-1860. Un itinéraire historique et juridique*, Nice, Éditions ASPÉAM/Serre, 2019 ; COURRIÈRE Henri, *Le comté de Nice et la France. Histoire politique d'une intégration, 1860-1879*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

17. SALMON Frédéric, *Atlas électoral de la France, 1848-2001*, Paris, Seuil, 2001, p. 13-27.

Dans un espace dominé par le radicalisme, les Alpes-Maritimes, constituent ainsi un cas original de modérantisme méridional, un territoire où les cultures politiques libérale et républicaine modérée sont dominantes, un « Midi bleu » à la fois distinct du « Midi blanc » réactionnaire et du « Midi rouge » révolutionnaire¹⁸.

Bien qu'elle soit un peu passée de mode et malgré ses faiblesses, ses dangers ou ses limites, dont il faut avoir conscience¹⁹, l'échelle départementale permet d'étudier au plus près le fonctionnement et la vie politique d'un espace en observant « au ras du sol » les microévénements invisibles à travers une étude nationale, le fonctionnement des partis ou des réseaux politiques, les représentations et les sensibilités, les hommes politiques et leurs pratiques, les recompositions d'alliances comme les changements de discours ou de pratiques. Il ne s'agit cependant pas de seulement voir le local comme un « lieu de vérification d'observations générales constatées sur un plan national », mais bien aussi de « construire l'objet local comme objet de recherche ». L'espace politique local, en effet, « ne peut être compris si on le réduit à un ensemble de relations à l'intérieur d'un "isolat", d'une collectivité repliée sur elle-même; il n'est pas non plus le produit d'un rapport de dépendance à un "centre" qui lui imposerait ses normes mais un lieu d'actualisation et de réalisation de logiques qui peuvent relever de principes multiples²⁰ ». Séparer le local du national n'a heuristiquement pas de sens. Étudier les interactions entre espace local et espace national permet, en revanche, de mieux appréhender la construction dynamique et le fonctionnement de la III^e République dans les départements, comme la genèse et les recompositions des caractéristiques politiques locales, ou l'invention de nouvelles identités locales.

La période choisie, de 1878 à 1898, dominée politiquement par les modérés, est une période agitée, marquée par le boulangisme, le Ralliement, la naissance du nationalisme, le scandale de Panama et les débuts de l'affaire Dreyfus. Accompagnant le développement d'un sentiment patriotique de plus en plus exacerbé²¹, ces décennies sont également des années où les conditions générales de la vie politique se libéralisent profondément, tandis que les progrès de l'alphabétisation, l'essor de la presse, la laïcisation, la nationalisation de la société et l'amélioration des voies de communication modifient les conditions d'exercice du politique. Les années 1880 sont le moment de la mise en place des grandes libertés républicaines et de la démocratisation de la société française avant que les années 1885-1893 ne révèlent l'importance de l'affairisme au sein de la République²².

18. ROUSSELIÉ Nicolas, « La culture politique libérale », in Serge BERTSTEIN (dir.), *Les cultures politiques en France*, Paris, Seuil, 1999, p. 69-112; MANENT Pierre, *Histoire intellectuelle du libéralisme*, Paris, Fayard/Pluriel, 2012 (1987); CHOLVY Gérard, « Le Midi blanc », in Bruno DUMONS et Hilaire MULTON, « Blancs » et contre-révolutionnaires en Europe. Espaces, réseaux, cultures et mémoires, fin XVIII^e – début XX^e siècle : France, Italie, Espagne, Portugal, Rome, École française de Rome, 2011, p. 93-102; SECONDY Philippe, *La persistance du Midi blanc. L'Hérault (1789-1962)*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2006; SAGNES Jean, *Le Midi rouge, mythe et réalité. Études d'histoire occitane*, Paris, Anthropos, 1982; BLIN Jacques, « Réflexions sur le Midi Rouge », *Le Midi Rouge. Bulletin de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon*, n° 20, 2012; MARTINETTI Joseph, « Un département bleu... Azur, entre conservatisme et localisme », *Hérodote*, n° 113, 2004/2, p. 68-93; VOVELLE Michel, « Midi rouge et Midi blanc : une problématique », *Provence historique*, fascicule 148, t. 37, 1987; AMALVI Christian, LAFON Alexandre et PIOT Céline (dir.), *Le Midi, les Midis dans la III^e République*, Nérac, Éditions d'Albret/Amis du Vieux Nérac, 2012; PELLEGRINETTI Jean-Paul (dir.), *Pour une histoire politique de la France méditerranéenne*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021.
19. ROUGIER Jacques, « Faut-il départementaliser l'histoire de France? », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, n° 1, 1966, p. 178-193; VADELORGE Loïc, « Les affres de l'histoire locale, 1970-2000 », in Maryline CRIVELLO, Patrick GARCIA et Nicolas OFFENSTADT (dir.), *Concurrence des passés. Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Aix-en-Provence, Publications de l'université de Provence, 2006, p. 37-47.
20. BRIQUET Jean-Louis et SAWICKI Frédéric, « L'analyse localisée du politique. Lieux de recherche ou recherche de lieux? », *Politix*, n° 7-8, 1989, p. 6-16.
21. STERNHELL Zeev, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Paris, Fayard/Pluriel, 2016, p. 96-97.
22. GARRIGUES Jean, *La République des hommes d'affaires*, op. cit., p. 349.

L'antiparlementarisme, le nationalisme, la xénophobie se développent en même temps que la France parlementaire devient progressivement une démocratie de masse²³. Le patronage nobiliaire « traditionnel », combinant pratique de la bienfaisance et encadrement politique, s'épuise progressivement et le maintien d'une domination sociale héritée passe à présent « par des voies renouvelées, *via* notamment l'obtention de mandats politiques²⁴ ». C'est enfin une période de structuration des partis politiques²⁵, d'« apogée du suffrage universel républicain²⁶ », de mutations des formes de sociabilité, d'essor des fêtes et de multiplication des monuments publics et politiques.

Ces années ont été pourtant relativement peu étudiées en tant que telles, surtout à l'échelle locale. Passé les affrontements entre partisans et adversaires de la République, de 1870 à 1879, les temps troublés et confus de la division et les guerres picrocholines entre les différentes tendances ou microtendances du parti républicain sont en effet *a priori* moins passionnants que la geste quarante-huitarde, l'épopée de Léon Gambetta, l'affaire Dreyfus ou la séparation des Églises et de l'État. Ce sont pourtant, à bien des égards, des années fondamentales pour comprendre la genèse de la « synthèse démocrate-libérale en France²⁷ », comme le fonctionnement du régime tertio-républicain. Après les « Dix décisives²⁸ », déterminantes pour l'établissement et l'installation du régime, les années 1880-1900 permettent ainsi de se pencher sur le fonctionnement concret de la vie politique française à un moment où, la République ayant vaincu ses adversaires, les républicains exercent pleinement le pouvoir mais se divisent et connaissent des crises importantes. Ces dernières ne mettent pas en danger le régime mais elles montrent l'existence de tensions importantes qui incitent à relativiser l'image, encore souvent présente, d'une III^e République érigée en modèle monolithique et exemplaire²⁹.

Si 1879 correspond à l'instauration de la « République des républicains », avec l'élection de Jules Grévy à la présidence de la République, l'année 1898 qui marque la fin de notre étude correspond à une double rupture. À l'échelle locale, la mort des deux principales figures républicaines modérées du département peu de temps après, Léon Chiris en 1900 et Alfred Borriglione en 1902, symbolise en effet la fin de la génération et de la domination des républicains opportunistes qui ont émergé à la fin du Second Empire et se sont emparés du pouvoir dans les années 1870³⁰. À l'échelle nationale, c'est le début d'une nouvelle période, marquée par l'affaire Dreyfus et les recompositions du paysage politique qu'elle entraîne, la mise en place puis la mort du Bloc des gauches, l'essor du socialisme et d'une nouvelle extrême-droite³¹. C'est également le moment où la revendication régionaliste connaît un nouvel essor³².

23. SIRINELLI Jean-François (dir.), *Histoire des droites en France*, t. 1, *Politique*, Paris, Gallimard, 2006, p. 184.

24. MONIER Frédéric, *La politique des plaintes. Clientélisme et demandes sociales dans le Vaucluse d'Édouard Daladier (1890-1940)*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2007 ; PHÉLIPPEAU Éric, « La fin des Notables revisitée », in Michel OFFERLÉ (dir.), *La profession politique, XIX^e-XX^e siècles*, op. cit., p. 69-92.

25. HUARD Raymond, *La naissance du parti politique en France*, op. cit.

26. GARRIGOU Alain, *Histoire sociale du suffrage universel en France, 1848-2000*, op. cit. ; HUARD Raymond, *Le suffrage universel en France, 1848-1946*, Paris, Aubier, 1991.

27. BERSTEIN Serge et WINOCK Michel (dir.), *L'invention de la démocratie, 1789-1914*, Paris, Seuil, 2002.

28. ALLORANT Pierre, BADIER Walter et GARRIGUES Jean (dir.), *Les Dix décisives. 1869-1879*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2022.

29. FONTAINE Marion, MONIER Frédéric et PROCHASSON Christophe (dir.), *Une contre-histoire de la III^e République*, op. cit.

30. BASSO Jacques, *Les élections législatives dans le département des Alpes-Maritimes de 1860 à 1939. Éléments de sociologie électorale*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1968, p. 165.

31. REBÉRIOUX Madeleine, *La République radicale ? 1898-1914*, Paris, Seuil, 1975 ; AGULHON Maurice, *La République*, t. I, *L'élan fondateur et la grande blessure (1880-1932)*, Paris, Hachette, 1990 ; DUCLERT Vincent, *La République imaginée, 1870-1914*, Paris, Belin, 2010 ; HOUTE Arnaud-Dominique, *Le triomphe de la République, 1871-1914*, Paris, Seuil, 2014 ; BOUCHET Julien, *La Belle Époque. Citoyenneté, République, démocratie. France, 1900-1914*, Neuilly, Atlande, 2015.

32. DEYON Pierre, *Paris et ses provinces. Le défi de la décentralisation, 1770-1992*, Paris, Armand Colin, 1992, p. 97.

À travers l'étude de la vie politique dans les Alpes-Maritimes, il s'agit ainsi de se pencher sur les transformations du républicanisme modéré à la fin du XIX^e siècle, de voir comment sa culture politique se recompose, la manière dont il se réadapte et se reconstruit pour passer progressivement à droite au cours de ces années marquées par l'essor du nationalisme et de la question sociale, alors que le régime paraît solidement installé et que les républicains doivent se définir à présent comme étant un parti de gouvernement. Étudier les élections et les comités, les sensibilités et les discours, les stratégies et les arrangements, les pratiques politiques et les représentations, les structures de sociabilité, les fêtes et les monuments comme les crises et les scandales permet en effet de mieux comprendre comment la République modérée vit dans ce département, mais aussi comment les républicains se divisent entre tendances rivales s'opposant, non seulement en raison d'idées politiques différentes, mais aussi à cause de pratiques électorales et politiques.

Outre les sources policières et préfectorales, dont on sait avec quelles précautions elles doivent être employées³³, la presse constitue un acteur majeur et une source précieuse pour l'histoire politique du département, en ce siècle de « civilisation du journal³⁴ ». On ne compte pas moins d'une cinquantaine de titres politiques actifs durant les années 1880-1900 dans les Alpes-Maritimes. Toutes les tendances politiques sont représentées. Les conservateurs lisent ainsi le *Journal de Nice* (publié depuis 1863, mais qui devient républicain en 1882), *La Semaine religieuse du diocèse de Nice* (depuis 1872), *Le Progrès de Nice* (1876-1882), *Le Courrier de Cannes* (1881), *Le Conservateur des Alpes-Maritimes* (1882), *La Gazette de Nice et des Alpes-Maritimes* (1882-1898) ou *La Croix des Alpes-Maritimes* (1892-1914). À la suite de la loi de 1881, on assiste, comme en Corse, à une multiplication des titres républicains³⁵. Leur nuance de républicanisme est parfois difficile à cerner, mais ils se divisent assez nettement entre partisans et adversaires de l'opportunisme. Le *Journal de Nice* est d'un républicanisme très modéré à partir de 1882 tandis que *Le Phare du littoral*, publié à partir de 1865, est légèrement plus à gauche. *Le Petit Niçois*, créé en 1880, devient républicain en 1881 et incarne à Nice la tendance opportuniste. *L'Éclaireur du littoral*, fondé en 1883 et qui prend le nom d'*Éclaireur de Nice* à partir de 1888, évolue du radicalisme au républicanisme conservateur, toujours en opposition à l'opportunisme. Il arrive assez souvent qu'un journal change brusquement d'orientation politique à la suite d'un rachat. Il est également fréquent que journaux conservateurs et radicaux fassent ensemble campagne contre un organe opportuniste. Paraissent également des feuilles boulangistes ou socialistes, comme *La Lutte sociale*, organe socialiste des Alpes-Maritimes, publié à partir de 1897. La plupart des journaux, publiés à Nice, évoquent peu l'actualité de l'arrondissement de Grasse, qui possède ses propres journaux, publiés à Grasse ou, de plus en plus, à Cannes. D'autres communes, comme Menton ou Antibes, voire des communes plus petites encore, possèdent leur organe, signe d'une plus grande diffusion géographique de la presse dans les Alpes-Maritimes. Le département se caractérise enfin par la présence, depuis 1871, d'un quotidien publié en langue italienne, *Il Pensiero di Nizza*. Les journaux satiriques, comme

33. Sur les rapports préfectoraux comme source, cf. KARILA-COHEN Pierre, « Les préfets ne sont pas des collègues. Retour sur une enquête », *Genèses*, n° 79, 2010/2, p. 116-134.

34. KALIFA Dominique, RÉGNIER Philippe, THÉRENTY Marie-Ève et VAILLANT Alain (dir.), *La civilisation du journal. Histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIX^e siècle*, Paris, Nouveau Monde, 2011.

35. PELLEGRINETTI Jean-Paul et ROVERE Ange, *La Corse et la République. La vie politique de la fin du Second Empire au début du XX^e siècle*, Paris, Seuil, 2004, p. 154.

La Cravache (1883-1892) ou *Le Diable à quatre* (1883-1885) participent également à la vie politique, ainsi que les journaux dialectaux comme *Lou Nissart* (1885-1888). Comme dans le Doubs, les polémiques de presse sont parfois d'une grande violence, révélatrice de clivages profonds³⁶.

Le rôle des personnalités et de leurs stratégies d'alliance dans la vie politique des Alpes-Maritimes a été déjà souligné³⁷, mais il nous semble à présent nécessaire, dans le sillage des nombreux travaux consacrés au processus de politisation³⁸, de ne plus voir les électeurs des Alpes-Maritimes comme étant une masse passive se contentant de suivre avec obéissance les injonctions des nouveaux notables républicains, mais bien comme des sujets actifs, qui agissent en fonction de leurs intérêts, de leur rationalité et de leur perception de la situation politique³⁹. De même, il est également temps de davantage prendre en compte la dimension proprement politique des luttes électorales qui animent le département. Il y a bien des sensibilités politiques à Nice et dans les Alpes-Maritimes, et les partis ne sont pas construits uniquement autour de questions de personnes.

L'étude de la partie niçoise du département permet par ailleurs de se pencher également sur le phénomène de nationalisation de la société française, qui prend son essor dans les années 1880-1900. L'intégration du comté de Nice à la France a déjà été étudiée sous différents aspects⁴⁰, notamment par le biais de l'école primaire⁴¹, mais le rôle des acteurs politiques a été relativement peu abordé⁴². Dans les années 1870, certains hommes politiques niçois revendiquent encore le droit de ressentir une certaine nostalgie envers leur « patrie d'origine », l'Italie, mais ce discours devient inaudible dans les deux décennies suivantes, *a fortiori* dans la ville natale de Giuseppe Garibaldi. Par les fêtes, les commémorations, ou l'érection de statues, les républicains modérés impulsent un double mouvement de « désitalianisation » et de francisation du comté, qui finit par impacter la définition même de l'identité locale. Les sentiments d'identité « nationale », qui se cristallisent parfois autour de conflits sociopolitiques locaux⁴³, se construisent essentiellement dans les Alpes-Maritimes autour des accusations de séparatisme et d'italianisme, la proximité de la frontière et le passé italien du comté jouant ici un rôle majeur. La République modérée est, entre 1878 et 1898, une République de plus en plus nationale.

36. MAIRRY Louis, *Le département du Doubs sous la III^e République. Une évolution politique originale*, Besançon, Cêtre, 1992, p. 88.

37. BASSO Jacques, *Les élections législatives dans le département des Alpes-Maritimes de 1860 à 1939*, op. cit.

38. VIGREUX Jean, « Les campagnes françaises et la politique, 1830-1914 », art. cité; LE GALL Laurent, « Des processus de politisation dans les campagnes françaises (1830-1914) : esquisse pour un état des lieux », in Jean-Claude CARON et Frédéric CHAUVAUD (dir.), *Les campagnes dans les sociétés européennes. France, Allemagne, Espagne, Italie (1830-1930)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, p. 103-139; *La politisation des campagnes au XIX^e siècle...*, op. cit.; GUIONNET Christine, *L'apprentissage de la politique moderne. Les élections municipales sous la monarchie de Juillet*, Paris, L'Harmattan, 1997; PÉCOUT Gilles, « La politisation des paysans au XIX^e siècle. Réflexions sur l'histoire politique des campagnes françaises », *Histoire et sociétés rurales*, n° 2, 1994, p. 91-125.

39. BRIQUET Jean-Louis, « Les "primitifs" de la politique. La perception par les élites du vote en Corse sous la III^e République », *Politix*, n° 15, 1991, p. 32-47.

40. CENTRE D'HISTOIRE DU DROIT (Nice), *Les Alpes-Maritimes, 1860-1914. Intégration et particularismes*, Nice, Serre, 1988.

41. MUYARD-DELORE Brigitte, « L'instruction primaire dans les Alpes-Maritimes de 1860 à 1914 », *Recherches régionales*, n° 107, 1989, p. 113-129; BARELLI Hervé, « L'école française fut-elle un élément d'intégration privilégié? L'exemple du comté de Nice (1860-1914) », *Raison présente*, n° 86, 1988, p. 145-159.

42. ORTOLANI Marc, « Les Alpes-Maritimes entre France et Italie à travers le discours politique local (1860-1914) », *Cahiers de la Méditerranée*, 77|2008, p. 201-228.

43. HAZAREESINGH Sudhir, *La Saint-Napoléon. Quand le 14 juillet se fêtait le 15 août*, Paris, Tallandier, 2007, p. 32; SAHLINS Peter, *Frontières et identités nationales. La France et l'Espagne dans les Pyrénées depuis le XVIII^e siècle*, Paris, Belin, 1996.

Cet essor du nationalisme des modérés n'empêche cependant pas l'expression d'une identité locale et municipale toujours vivace, qui se reformule et demeure parfois conflictuelle. Alors que l'équilibre entre l'État et les pouvoirs locaux reste précaire et que la République, marquée par l'héritage de la Commune et craignant les contre-pouvoirs, freine dans l'ensemble le mouvement de décentralisation⁴⁴, l'étude du département permet ainsi de s'interroger sur la construction du particularisme et de l'identité locale à Nice au cours de ces années. La III^e République est une période de progrès significatif des libertés municipales, avec les lois de 1882 et 1884⁴⁵, et les cultures locales sont tolérées par le pouvoir⁴⁶, mais les communes demeurent sous la tutelle du préfet et, pour de nombreux législateurs républicains, une trop grande liberté des communes menace l'unité nationale⁴⁷. Les élites niçoises parviennent néanmoins, dans ce contexte, à produire et à entretenir un discours identitaire communal fort, mais compatible avec la République et avec la nation.

L'identité locale niçoise présente par ailleurs, comme toutes les identités, certaines spécificités, mais il nous a semblé nécessaire de ne pas se focaliser uniquement sur celles-ci. Pendant longtemps, en effet, les historiens des Alpes-Maritimes et du comté niçois se sont surtout efforcés de mettre en exergue les particularités de cet espace, au risque parfois de ne voir en lui qu'un cas singulier, unique et incomparable. Pour une meilleure compréhension de la genèse et de la nature de cette identité locale, il est nécessaire à présent de s'intéresser aussi, par une démarche comparative, à ce que le comté et le département ont de commun avec le reste de la France, les traits identitaires, culturels et politiques, qu'ils partagent avec d'autres régions françaises.

Les Alpes-Maritimes permettent enfin de s'intéresser à la façon dont des pratiques, auparavant acceptées ou tolérées, sont peu à peu considérées comme déviantes. L'étude du clientélisme, des patronages et de la corruption électorale a montré tout ce qu'elle pouvait apporter à la compréhension de l'histoire politique de la III^e République et de la fin du XIX^e siècle⁴⁸. Le département a, dès cette époque, la réputation d'être un espace particulièrement touché par le clientélisme et la corruption électorale⁴⁹ et il apparaît

44. HOUTE Arnaud-Dominique, *Le triomphe de la République, 1871-1914*, op. cit., p. 79 ; ROSANVALLON Pierre, *Le modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 2004.

45. DEYON Pierre, *L'État face au pouvoir local*, Paris, Éditions locales de France, 1996, p. 177-179.

46. CHANET Jean-François, *L'école républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier, 1996.

47. DEYON Pierre, *Paris et ses provinces...*, op. cit., p. 92.

48. BRIQUET Jean-Louis, *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, 1997 ; MONIER Frédéric, *La politique des plaintes...*, op. cit. ; MONIER Frédéric, « "Mais la véritable corruption n'existe plus". Les patronages à l'ère de la critique », in Frédéric MONIER, Olivier DARD, Jens Ivo ENGELS (dir.), *Patronage et corruption politiques dans l'Europe contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2014, p. 13-32 ; ENGELS Jens Ivo, MONIER Frédéric et PETITEAU Natalie (dir.), *La politique vue d'en bas : pratiques privées, débats publics dans l'Europe contemporaine (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Armand Colin, 2011 ; BRIQUET Jean-Louis, « La politique clientélaire. Clientélisme et processus politique », in Jean-Louis BRIQUET et Frédéric SAWICKI (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, Presses universitaires de France, 1998, p. 7-38 ; PORTALEZ Christophe, *Alfred Naquet et ses amis politiques. Patronage, corruption et scandale en République (1870-1898)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018 ; DARD Olivier, ENGELS Jens Ivo, FAHRMEIR Andreas et MONIER Frédéric (dir.), *Scandales et corruption à l'époque contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2014 ; BOUR Julie, *Clientélisme politique et recommandations. L'exemple de la Lorraine de la III^e à la V^e République*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018.

49. COURRIÈRE Henri, « Clientélisme, autorité et domination politique dans les Alpes-Maritimes de 1870 à 1900 », in Emmanuel DROIT et Pierre KARILA-COHEN (dir.), *Qu'est-ce que l'autorité? France-Allemagne(s), XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2016, p. 161-181 ; COURRIÈRE Henri, « Fiefs et "bourgs pourris" électoraux dans les Alpes-Maritimes aux débuts de la III^e République (1870-1900) », in François DUBASQUE et Éric KOCHER-MARBOEUF (dir.), *Terres d'élections. Les dynamiques de l'ancrage politique, 1750-2006*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 141-152.

comme un territoire où les techniques de pouvoir micropolitiques, au sens de Wolfgang Reinhard d'« emploi plus ou moins conscient de réseaux de relations personnelles à des fins politiques⁵⁰ », jouent un rôle particulièrement fort, que l'absence de sources privées rend malheureusement difficiles à connaître en profondeur. Une certaine culture de l'arrangement, qui voit les partis et les hommes politiques s'entendre avant les scrutins, caractérise également le département. Les scandales, moments révélateurs des clivages politiques, des rapports de force et des normes, mais aussi « moment de transformation sociale⁵¹ », « élément constitutif et récurrent » de la vie politique, sont particulièrement importants aux débuts de la III^e République, marqués par « l'invention du scandale⁵² ». Dans les Alpes-Maritimes, la crise de Panama et d'autres affaires plus modestes nous permettent de voir quelles sont les normes qui prévalent localement, les pratiques et les stratégies des acteurs politiques ainsi que l'évolution de la sensibilité des populations face à ces pratiques⁵³.

Il s'agira ainsi, en définitive, d'étudier le *fonctionnement* et les *recompositions* de la République des modérés dans les Alpes-Maritimes, de déterminer quel rôle a joué le modérantisme dans l'établissement, la consolidation et les crises de la République dans ce département, d'examiner quelles transformations ce courant subit à l'épreuve du pouvoir, entre 1880 et 1900, et de voir comment il parvient à s'adapter aux différents soubresauts et aux diverses oppositions et crises de cette période. Pour ce faire, nous avons adopté une démarche en trois temps. Nous nous intéresserons tout d'abord aux aspects les plus statiques de la vie politique. Le chapitre I se penche ainsi sur le rôle des cercles et des associations dans la modernisation des façons de faire de la politique et la structuration du champ politique départemental. Le deuxième chapitre traite de l'instauration d'une identité française et républicaine à travers les festivités et les monuments. Un troisième chapitre clôt cette première partie en se penchant sur les différents vecteurs de la désitalianisation de l'identité niçoise. Dans une seconde partie, nous traiterons des partis et des élections au cours des années 1880 en analysant la domination du parti républicain opportuniste puis sa remise en cause par différents groupes républicains aux tendances opposées mais unis dans leur commune opposition aux héritiers de Léon Gambetta (chapitre IV). Ces oppositions peinent tout d'abord à s'affirmer sur le plan électoral (chapitre V) mais finissent par provoquer l'éclatement du parti républicain en 1885-1886 (chapitre VI). La troisième et dernière partie s'intéresse aux crises et renouvellement du parti républicain modéré autour de quatre moments clés : la crise boulangiste (chapitre VII), le Ralliement et le scandale de Panama (chapitre VIII), enfin la domination des progressistes au temps du Gouvernement de Jules Méline (chapitre IX).

50. REINHARDT Nicole, « Correspondances, clientèle et culture politique dans l'État ecclésiastique au début du XVII^e siècle », in Sandro LANDI, Jean BOUTIER et Olivier ROUCHON (dir.), *La politique par correspondance. Les usages politiques de la lettre en Italie, (XIV^e-XVIII^e siècle)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 131-151.

51. BLIC Damien de et LEMIEUX Cyril, « Le scandale comme épreuve. Éléments de sociologie pragmatique », *Politix*, n° 71, 2005/3, p. 9-38.

52. GARRIGUES Jean, *Les scandales de la République. De Panama à l'affaire Clearstream*, Paris, Nouveau Monde, 2010, p. 9-11.

53. GARRIGOU Alain, « Le scandale politique comme mobilisation » in François CHAZEL (dir.), *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, Presses universitaires de France, 1993 ; BLIC Damien de, « Moraliser l'argent. Ce que Panama a changé dans la société française (1889-1897) », *Politix*, n° 71, 2005, p. 61-82.